

MIEUX VIVRE SOUS CONTRAINTE

La France en Grand Angle : synthèse pour la région Normandie

Zone tampon entre le Royaume-Uni et la région parisienne, chemin de la reconquête de la France lors du débarquement, partagée entre mer et continent, la Normandie est une terre d'entre-deux. La Normandie a été, est, et restera sans doute encore une région de passage et de flux, dont la vallée de la Seine est la matérialisation la plus claire.

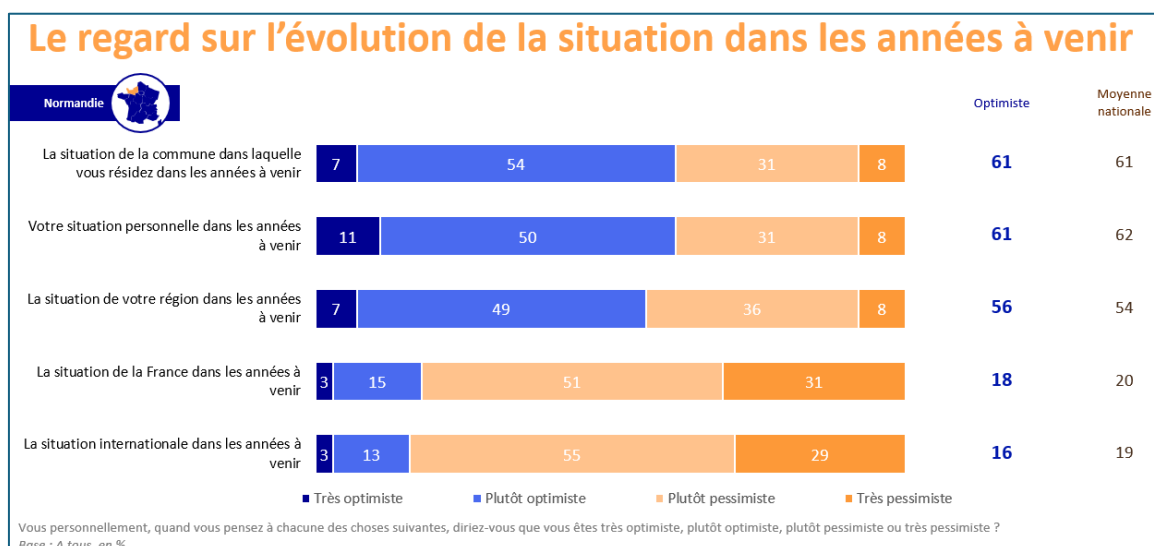
L'enquête La France en Grand Angle dresse ici le portrait d'une région qui s'interroge sur ses capacités à faire face à une forme d'adversité grandissante et largement exogène, tout en maintenant le *bien-vivre* qui est l'un de ses principaux atouts.

I. Ici, ça va : macro-pessimisme, micro-optimismes

Comme tous les Français, les Normands sont globalement pessimistes face à la situation internationale (84%, +3pts par rapport à la moyenne nationale). Mais c'est en Normandie que l'on compte le plus de « très pessimistes » (29%, + 4pts par rapport à la moyenne nationale). Les témoignages recueillis pointent une sensibilité particulière aux « influences de loin » : « Les gens sont très moroses, par rapport à ce qui se passe dans le monde, l'Ukraine, la Russie, Israël, tout ça... Ici il y a beaucoup de gens âgés, de gens qui se souviennent de la seconde Guerre Mondiale... » (F. 35 ans, médical, Bazoches).

Sur la situation nationale, même tonalité. 82% sont globalement pessimistes (+2pts par rapport à la moyenne nationale) et là encore, la plus forte proportion de « très pessimistes » (31%, + 4pts par rapport à la moyenne). Les témoignages font état de la crainte d'une contamination par une conjoncture globale défavorable, par les « mauvaises ondes » venues du « grand monde » (F. 36 ans, Employée, Coulonges), et dont on redoute l'impact sur plusieurs sujets du quotidien.

Mais, comme ailleurs, la tonalité devient progressivement plus positive à mesure que l'échelle se réduit : 1 Normand sur 2 environ est globalement optimiste pour l'avenir de sa région, et presque 2 sur 3 le sont pour celui de leur commune et l'évaluation de leur situation personnelle (61% globalement optimistes). À l'instar du schéma observé dans presque toutes les régions, le capital local constitue à la fois une source de satisfaction et un rempart contre des dynamiques plus vastes et lointaines, perçues comme plus négatives.



Une identité mosaïque mais enracinée

L'identité Normande est bien particulière : composée d'une myriade d'identités locales ou départementales : « *Mon mari, il est Percheron et fier de l'être, bien avant d'être Normand* » Femme, 59 ans Le-Pin-La-Garenne). Elle ne s'assemble en identité régionale que lorsqu'il s'agit de se situer face au reste du pays ou du monde : « *en fait, on est surtout Normands par rapport aux autres, aux Parisiens, par exemple* » (F. 36 ans, Employée, Coulonges).

Contrairement aux fiertés bretonne ou corse, à la fois plus conquérantes et plus ostensiblement fédératrices, l'identité normande se vit plus qu'elle ne se revendique. Elle faite de l'Histoire, de spécialités culinaires mais, surtout, de l'enracinement dans une nature riche et d'un environnement serein.

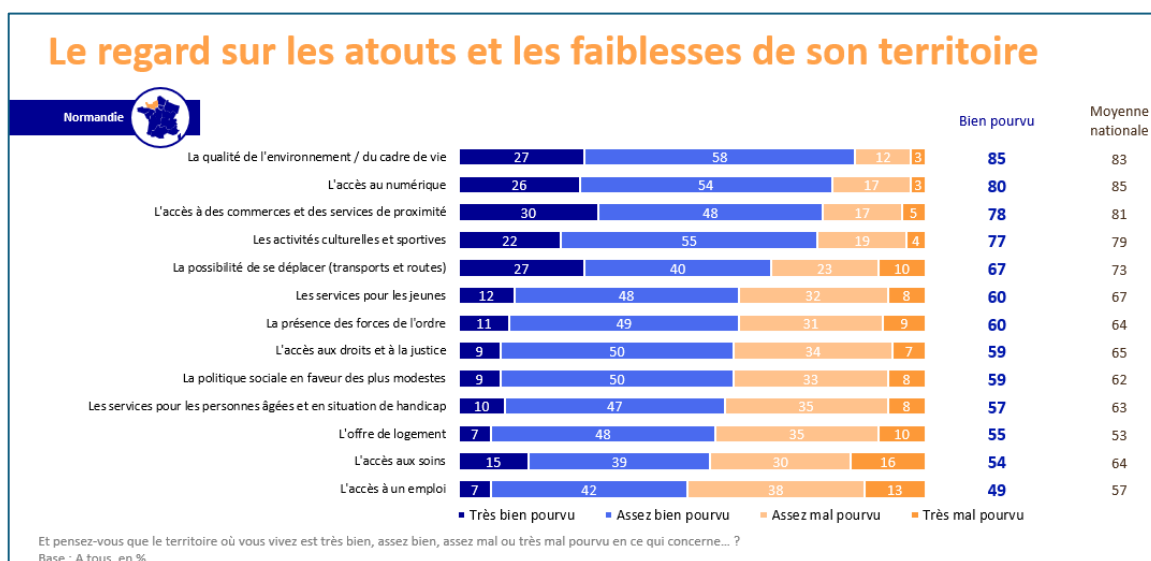
Et la région est, indéniablement très attachante : 47% des Normands en sont originaires (+6pts par rapport à la moyenne nationale) et un tiers déclare n'avoir jamais cherché à en partir (+5pts par rapport à la moyenne nationale). Cet enracinement est une force, une profonde motivation à faire ce qu'il faut pour qu'on puisse « *continuer à vivre ici du mieux qu'on peut* » (F. Fonctionnaire, 59 ans, Le Pin La Garenne).

Une grande diversité de ressources

Les Normands perçoivent ainsi leur région avant tout comme « *agréable à vivre* » (à 59%, 6pts de plus que la moyenne nationale) et « *sûre, tranquille* » (32%, 6pts de plus que la moyenne nationale). « *Il fait bon vivre en Normandie, c'est pour ça qu'on a autant d'anglais, de parisiens et d'autres qui viennent : on a une belle nature, du littoral, un patrimoine historique...* » (F. 68 ans, fonctionnaire, Rouen).

Les Normands rappellent volontiers la diversité des géographies dans un territoire dont la configuration permet d'accéder à « *presque n'importe quel endroit de la région en deux heures* » (Femme, 24 ans, Rouen, Transport), avec une grande variété de paysages : littoral, reliefs de la Suisse normande, bocage...

C'est la qualité de l'environnement et du cadre de vie qui s'impose comme l'atout principal de la région, 85% de ses habitants la jugeant « bien pourvue » en la matière (2 points au-dessus de la moyenne nationale). On devrait, d'ailleurs, parler d'environnements et de cadres de vie au pluriel : « *Il y a une grande proposition de lieux, donc potentiellement une grande proposition d'activités différentes aussi. Vous pouvez faire du camping vert comme vous pouvez aller au casino, visiter le patrimoine. Vous pouvez faire des sorties sur le territoire complètement différentes, des plages de sables, des plages de galets* » (Femme, 45 ans, Evreux, Education). En zoomant sur les départements, d'autres caractéristiques apparaissent. La Seine-Maritime, est un plus « cosmopolite » (11% versus 7% en moyenne régionale), impact probable des grands pôles autour desquels se structure le projet HAROPA (Rouen et le Havre) « *Ici on est à une heure de Paris, c'est une grande ville, on a de tout* » (F. 24 ans, Transport, Rouen).



Même si, pour le reste des atouts évalués, la Normandie se place presque systématiquement légèrement en dessous de la moyenne nationale, les témoins rencontrés décrivent une région pleine richesses et de ressources, qui a toujours su amortir les aléas, rebondir et reconstruire, réinventer des équilibres, sans renier son autonomie.

Une autonomie dont l'autosuffisance alimentaire est l'emblème : la diversité des cultures agricoles et maraichères, l'élevage, la pêche, permettent à la région de vivre « *en circuits courts* ». Les Normands ont le sentiment de produire pour eux, avant de produire pour d'autres : « *On voit des jeunes qui ont repris, qui se remettent à faire de la viande. Ils se sont mis beaucoup à leurs comptes en GAEC ou en choses comme ça et ils vendent à la ferme, il y en a de plus en plus* ». (F. Fonctionnaire, 59 ans, Le Pin La Garenne).

Un dynamisme économique qui perdure

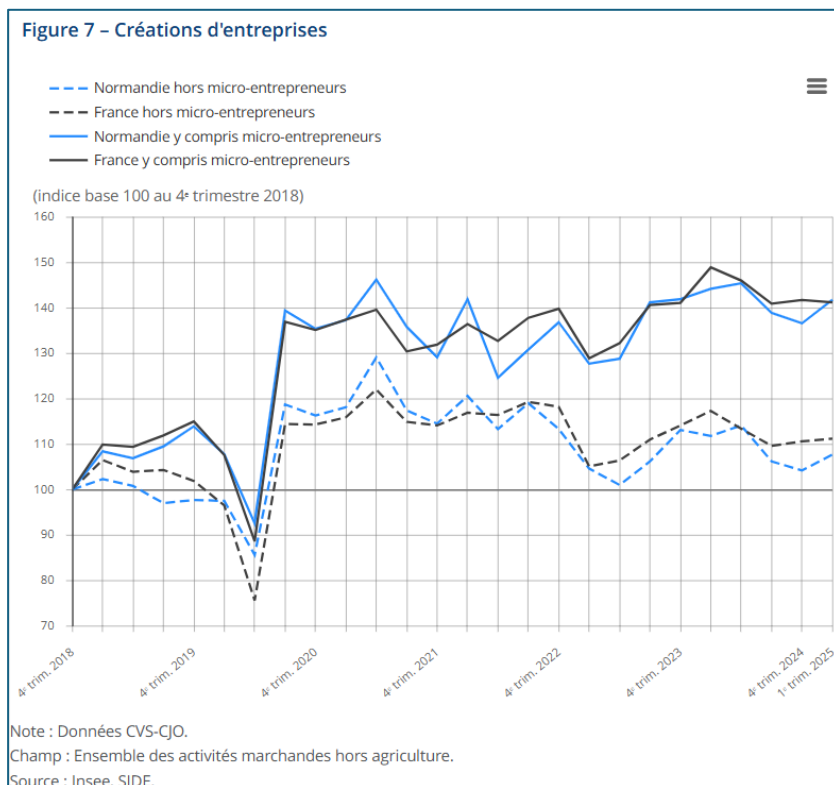
La diversité économique est également perçue comme un atout : avec une grande variété de secteurs d'activité et un taux de chômage de 6,7%, - le plus bas depuis 40 ans¹ -, l'emploi n'est, d'ailleurs, que la 4^{ème} priorité d'amélioration pour les Normands. Ce sont, à ce sujet, davantage les conditions de l'emploi (trajets, pérennité) et sa moindre rémunération par rapport à l'augmentation perçue du coût de la vie qui sont soulignés dans les témoignages : « *Aujourd'hui on gagne bien moins notre vie qu'il y a quelques années, et c'est plus difficile de faire tourner un établissement au niveau du personnel, et tout...* » (H. 43 ans, restaurateur, Rouen),

Les bassins industriels de Rouen et du Havre, le maintien – parfois difficile – de grandes PME locales, l'activité de production d'énergie continuent de soutenir la résilience normande : « *On a quand même toute la chimie, ici* », rappelle une habitante de Rouen (F. 24 ans, Transports, Rouen).

Ainsi, le directeur régional de la Banque de France pour la région Normandie, commentant les résultats d'une vaste enquête quantitative menée fin 2024 auprès de 8500 chefs d'entreprises de la région, soulignait-il que la croissance normande n'a pas décroché de celle de la France en 2024 : « *L'activité en France a progressé de plus de 1,1% en 2024. Globalement, que ce soit dans l'industrie ou dans les services marchands, nous sommes dans la même tendance.* »

Et, selon l'INSEE, la région continue d'attirer de petits entrepreneurs qui viennent partiellement revitaliser les micro-économies locales. Entre 2014 et 2020, le nombre d'entreprises est ainsi passé de 188 000 à 235 000, soit une croissance de 25% presque intégralement portée par les microentreprises., comme le montre le graphique ci-dessous.

¹ Bilan 2024 et perspectives 2025 – préfet de la région Normandie



Une vitalité des territoires à plusieurs vitesses

Quasi invariablement, les habitants du Calvados et de la Seine-Maritime estiment s'en sortir bien mieux que ceux de la Manche, de l'Orne, et surtout de l'Eure, qui concentre le plus d'habitants estimant leur territoire globalement « très mal pourvu » tous domaines confondus (à 11%, -5pts par rapport à la moyenne régionale).

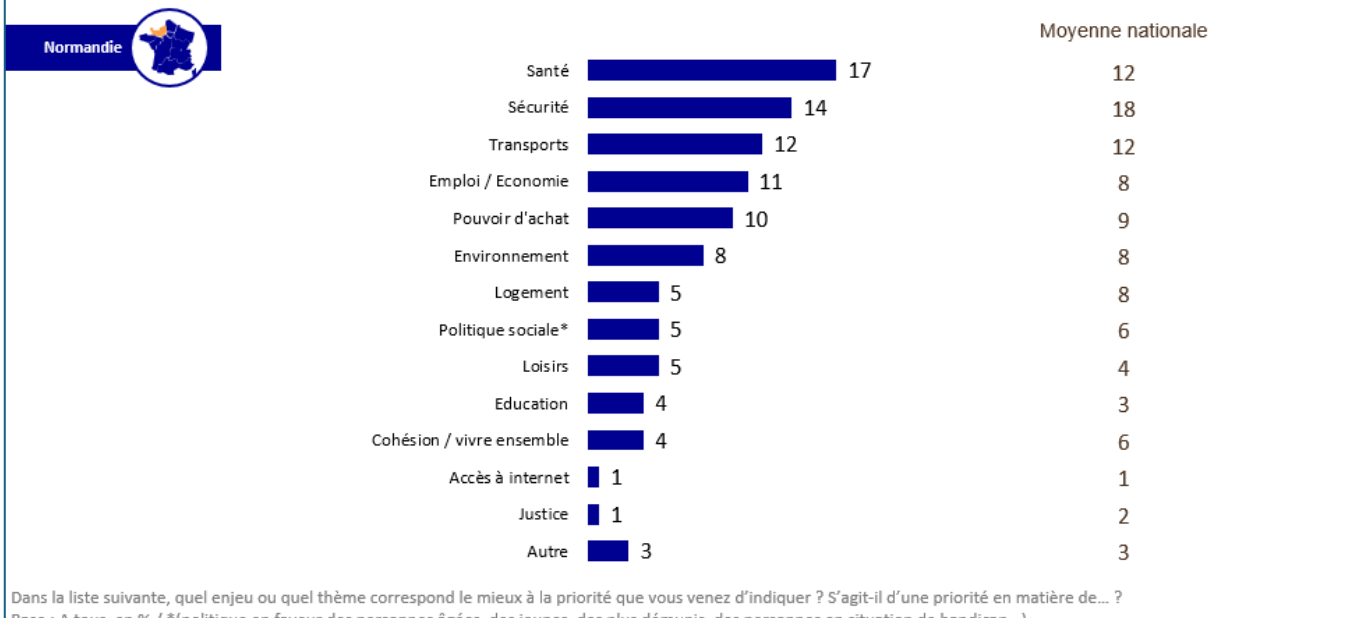
Les habitants du Calvados, à l'inverse, perçoivent leur territoire comme plus « attractif », sans doute grâce à la présence, sur son littoral, de lieux de très forte attractivité touristique (25% versus 16% en moyenne régionale, et seulement 8% pour la Manche).

En Seine-Maritime le dynamisme se ressent davantage (21% vs 16% en moyenne régionale), mais s'accompagne d'une qualité de vie dégradée par le sentiment de vivre à proximité d'une zone industrielle ou agricole avec des nuisances environnementales (+ 7 pts par rapport à la moyenne régionale).

Ceci est lié, comme partout en France, à la présence de pôles métropolitains dont le dynamisme, l'accès à l'offre culturelle et sportive qu'ils permettent rendent plus attractifs (24% vs 16% en moyenne régionale), mais moins agréables à vivre (50% vs 59% en moyenne régionale et 64% en zone rurale).

II. Santé, insécurité, mobilité, inflation : principaux enjeux de la Région pour ses habitants

Le domaine prioritaire d'amélioration dans son territoire



L'impression d'un « désert médical » normand

Seule une courte majorité (54%) de Normands estime la région « bien pourvue » en termes d'accès aux soins, soit 10pts de moins que la moyenne nationale

La santé est perçue comme l'enjeu prioritaire de la région (+ 5pts par rapport aux autres régions). « *Moi j'ai cinq enfants, j'en ai un qui est malade, on me dit ben ... dans quinze jours ? ben non, mon enfant est malade là, ce n'est pas dans 15 jours* » (F. 35 ans, Médical, Bazoches).

Le désert médical est surtout ressenti dans la Manche et dans l'Orne, départements plus à distance des trois grandes métropoles (Caen, Rouen, Le Havre), et plus éloignés de la région parisienne (l'enjeu de santé y est noté 6 et 9 points au-dessus de la moyenne régionale) : « *Nous, par exemple, ici, ça faisait cinq ans qu'on n'avait plus de médecin à Bazoches. Il y a maintenant une antenne à Mortagne un genre de pôle de santé où on a des médecins qui viennent, mais il faut pouvoir y aller* » (F. 35 ans, Médical, Bazoches). En Normandie, 54% des habitants déclarent ainsi avoir dû « *renoncer à des soins, faute de rendez-vous ou de professionnels disponibles à proximité dans l'année passée* », une proportion de 6pts supérieure à la moyenne nationale.

Ce sont les villes de 50 à 100 000 habitants qui se déclarent les moins bien pourvues en termes d'accès aux soins (à 77% contre 54% en moyenne régionale, devançant même les zones rurales mal pourvues à 60%). Même constat dans les villes de 20 à 100 000 habitants où l'accès aux soins est perçu comme encore moins bon que dans les zones rurales (seuls 23% s'estiment bien pourvues). « *Aujourd'hui, quelqu'un qui vient habiter à Evreux, il n'aura pas de médecin très tôt, c'est impossible. Que ce soit nous dans le quotidien, ou que ce soient les personnes âgées, les trois quarts, ils n'ont pas de médecin traitant, parce que les médecins traitants, déjà, ils partent à la retraite* ». (F. 30 ans, Médical, Evreux)

Exception à noter : les habitants du Calvados, les plus optimistes sur la situation de leur commune (à 69% vs 61% pour la moyenne régionale), sont ceux qui s'estiment aussi les mieux pourvus en termes d'accès aux soins (71% versus 35% dans l'Orne et dans l'Eure).

Une montée diffuse de l'insécurité qui alimente un désir de protection.

Deuxième principal sujet de préoccupation pour les Normands (même s'il est inférieur de 4 points à la moyenne nationale) : la sécurité.

Le sujet est particulièrement sensible dans les grandes villes : 52% des habitants des métropoles normandes de plus de 100 000 habitants déclarent ainsi avoir déjà pu « constater une forte insécurité ou des infractions répétées, sans présence visible ou intervention des forces de l'ordre », soit 15pts de plus que la moyenne régionale.

Il est, cependant, évoqué aussi dans des agglomérations de plus petite taille, rapporté à travers des manifestations diverses : sentiment d'une petite délinquance en hausse, récurrence des affaires liées au trafic de drogue, ou encore banalisation du conflit interpersonnel : l'ensemble semble construire un halo d'insécurité : « L'insécurité, elle est vraiment constante ici. Vraiment, oui. Je parle en connaissance de cause, ma maman elle s'est fait séquestrer, cambrioler il y a un an » (F. 36 ans, Commerce, Coulonges)

Globalement, les Normands se sentent moins bien pourvus en termes de forces de l'ordre que le reste du pays (60% se sentent bien pourvus contre 64% en moyenne nationale). C'est le cas notamment en Seine Maritime, où s'exprime un sentiment d'insécurité plus fort (44% des habitants y constatent une forte insécurité ou des infractions répétées, sans présence visible ou intervention des forces de l'ordre, + 7pts par rapport à la moyenne régionale). « On dit de plus en plus que Rouen est une ville dangereuse, qu'il y a plein de trafic. Il y a de l'exagération, mais c'est vrai qu'il y a des quartiers où il y a du trafic. Mais en même temps, c'est vrai aussi que la municipalité a demandé depuis longtemps à l'État d'avoir des renforts en matière de police qui ne viennent pas » (F. 68 ans, fonctionnaire, Rouen)

Pour certains, les habitudes quotidiennes ont changé, en réaction : « Le sécuritaire, c'est pareil, ça s'est dégradé, ça fait 5 ans. Moi j'habite le centre-ville depuis 20 ans, je ne sors plus seule le soir, alors qu'avant je me posais pas la question. Déjà il y a les trafics... Si vous avez une bande de 5 individus le soir, franchement vous êtes pas rassurée... » (F. 30 ans, Médical, Evreux).

De manière adjacente, et dans certaines villes moyennes, la mixité grandissante s'accompagne parfois d'incompréhension mutuelle, voire de tensions. Ainsi, à Evreux (dont la population compte 16,2% d'immigrés²) une directrice d'école témoigne de relations devenues complexes : « Il y a des pères d'élèves qui refusent de me parler, c'est-à-dire qu'ils viennent avec leur femme, mais ils me tournent le dos » (F. 45 ans, Education, Evreux). En miroir citons cette autre habitante d'Evreux, convertie à l'Islam, qui nous déclare : « Il y a beaucoup d'ignorance. On peut dire à quelqu'un comme moi, qui suis convertie : retourne au pays. La musulmanie, ça n'existe pas » (F. 30 ans, Médical, Evreux).

Mobilité : une dépendance à la voiture regrettée

Autre sujet de désarroi, la mobilité est le troisième domaine d'action prioritaire pointé par les Normands.


Hors du triptyque des grands hubs régionaux (Caen, Rouen, Le Havre), les habitants se disent contraints de prendre la voiture ... pour tout. « Devoir utiliser sa voiture ou ne pas être en capacité de se déplacer par manque de transports publics » est ainsi la deuxième expérience négative, déjà vécue par 47% des Normands. « On n'a pas conscience de ça quand on est urbain, mais tout déplacement devient compliqué. Moi, quand j'étais à Bois-Normand-Près-Lyre, déjà, il me fallait quasiment une heure pour aller travailler, avec que des petites routes » (F. 45 ans, Education, Evreux).

² INSEE : Recensement 2021, exploité au 1^{er} janvier 2024

Et l'insuffisance du maillage est pointée, avec le sentiment d'un tropisme trop francilien : « *Le train, c'est très mal fait. Voilà, nous par exemple, pour aller sur Rouen, il faut aller à Mantes la Jolie. Donc il faut que vous remontiez vers Paris pour redescendre vers Rouen. Il n'y a pas de ligne directe entre Evreux et Rouen, alors qu'on est à 50km !* » (F. 30 ans, Médical, Evreux)

À l'échelle départementale, dans la Manche, les habitants se sentent plus enclavés (à 15% versus 7% en moyenne régionale) et la possibilité de se déplacer facilement est très en retrait dans les départements plus ruraux de l'Eure et de l'Orne (50% versus 79% en Seine-Maritime).

Le domaine prioritaire d'amélioration dans son territoire

Normandie 	TOTAL	Département de résidence					Taille d'agglomération		
		14 - Calvados	27 - Eure	50 - Manche	61 - Orne	76 - Seine-Maritime	Zone rurale	20 000 à 99 999 habitants	100 000 à 1 999 999 habitants
Base	845	176	135	121	63	350	235	137	307
Santé	17%	13%	21%	24%	26%	12%	20%	25%	10%
Sécurité	14%	12%	13%	8%	11%	18%	9%	17%	18%
Transports	12%	11%	18%	10%	5%	11%	17%	7%	9%
Emploi / Economie	11%	8%	10%	9%	22%	10%	9%	8%	11%
Pouvoir d'achat	10%	7%	12%	12%	11%	8%	10%	11%	8%
Environnement	8%	11%	4%	4%	0%	11%	5%	3%	13%
Logement	5%	8%	3%	7%	3%	5%	3%	7%	6%
Politique sociale*	5%	7%	2%	3%	4%	7%	5%	6%	7%
Loisirs	5%	5%	7%	4%	5%	5%	7%	4%	4%
Education	4%	2%	4%	5%	4%	4%	4%	5%	4%
Cohésion / vivre ensemble	4%	6%	1%	5%	6%	4%	4%	4%	5%
Accès à internet	1%	3%	1%	4%	0%	1%	2%	1%	0%
Justice	1%	2%	3%	2%	0%	1%	1%	1%	2%
Autre	3%	5%	1%	3%	3%	3%	4%	1%	3%

Dans la liste suivante, quel enjeu ou quel thème correspond le mieux à la priorité que vous venez d'indiquer ? S'agit-il d'une priorité en matière de... ?
 Base : A tous, en % / *(politique en faveur des personnes âgées, des jeunes, des plus démunis, des personnes en situation de handicap...) / *Base faible, résultat à interpréter avec précaution

Une tension sur le pouvoir d'achat, aggravée par la pression des migrations parisiennes ?

Si le pouvoir d'achat n'est « que » la 5^{ème} priorité mesurée par l'enquête *La France en Grand Angle*, sa dégradation est, en revanche, mentionnée dans tous les témoignages, comme un une sorte de synthèse de toutes les préoccupations : logement, transports, qualité de vie.

« *Les salaires sont moins importants à la campagne, en milieu rural, qu'en région parisienne. Après, oui, les loyers sont aussi moins importants, mais quand même, les gens ont de plus en plus de mal à s'en sortir. A Evreux, le centre-ville est devenu très cher* » (H. 62 ans, commerce, Evreux). Certains expriment le sentiment que cette réalité de leur quotidien n'est pas toujours reconnue, comme en témoigne une habitante de Coulonges : « *Moi je travaille chez Intermarché, et je colle les étiquettes des prix des produits. Ben je peux vous dire une chose, elles montent encore, elles n'ont jamais baissé.* » (F. 36 ans, Commerce, Coulonges)

Facteur parfois décrit comme aggravant, l'installation progressive d'une population souvent venue de la région parisienne crée des inquiétudes localisées : « *Tout ce qui est maison, après le Covid, ça a flambé. Les jeunes de 25-30 ans qui travaillent, par exemple, sur Mortagne ou sur Bellême ou même un peu plus loin, financièrement ils peuvent plus acheter parce que les parisiens ont fait monter des prix* » (F. 59 ans, Fonctionnaire, Le Pin la Garenne)

En 2021, près de 180 000 logements étaient considérés comme résidences secondaires, soit 9,5% des logements de la région, dont 62% étaient détenus par des ménages hors région, et 44% venant d'île de France³. L'impact de l'arrivée de cette nouvelle population se mesure aussi aux achats du quotidien :

³ Note Insee Analyses Normandie • n° 129 • Octobre 2024

« Quand on achète une poule et qu'elle coûte 15 euros au lieu de 3, ça fait qu'il y a une antipathie parisienne qui monte, surtout depuis le Covid ». (F. 59 ans, Fonctionnaire, Le Pin la Garenne)

Présence francilienne en Normandie, un bilan ambivalent ?

En 2020, 42 600 navetteurs en provenance d'autres régions venaient travailler en Normandie, et 83 800 faisaient le trajet inverse, principalement en direction de l'Île-de-France⁴.

Depuis le COVID, ces flux ont augmenté, important en Normandie une dose de « culture parisienne » avec laquelle il faut composer, comme le raconte une habitante de Bazoches « Nous, on a beaucoup de Parisiens, surtout dans l'Orne. Ils arrivent dans notre petite campagne, alors forcément ça bouge les choses » (F. 35 ans, Médical, Bazoches). « On les appelle les "faudrayakas" » déclare une fonctionnaire à la mairie du Pin-la Garenne (F. 59 ans). « Ils voudraient faire de nos petits villages un petit Paris. Ils ne sont pas contents parce qu'on est fermés le samedi matin. Ils me disent : moi, je fais comment pour récupérer mon colis ? Et je dis, ici c'est une résidence secondaire, donc vous le faites livrer à Paris... ».

Le sujet de la cohabitation avec « ceux qui ne sont pas d'ici » est très présent, et génère une ambivalence. Les habitants rencontrés semblent avoir du mal à évaluer la balance entre l'opportunité de soutien à l'économie normande et la crainte de l'affaiblissement du pouvoir de vie des locaux,

Selon l'INSEE, le bilan est effectivement difficile à établir : entre 2014 et 2020, 4 700 établissements ont été transférés vers la Normandie, trois sur quatre provenant de la région parisienne. Mais, les établissements qui s'installent en Normandie étant en moyenne de plus petite taille que ceux qui quittent la région essentiellement vers l'Île-de-France, le solde d'emplois salariés associé apparaît légèrement négatif, avec un ratio arrivées / départs de 0,86 (-350 salariés)⁵.

⁴ idem

⁵ idem

III. L'action publique, celle d'« ici », celle de « là-bas », la « nôtre » et la « leur »

Une visibilité et une appréciation variables de l'action de l'Etat

À la question « diriez-vous que votre région bénéficie d'une attention ou d'un soutien particulier de l'Etat ? », la réponse normande est 4 points en dessous de la moyenne nationale (27%).

Environ un Normand sur deux déclare voir « ce que fait l'Etat sur le territoire » sur chacun des 17 domaines d'intervention évalués (de 42% à 58% selon les sujets).

La satisfaction quant à cette action varie fortement :

- Les thèmes où l'action publique est la plus vue et la mieux accueillie sont l'accès au numérique (de très loin, avec 59% de Normands voyant clairement l'action de l'Etat et 42% de satisfaits), l'accès à la culture et au sport (55% voyant clairement l'action de l'Etat et 38% de satisfaits), la protection du patrimoine (55% voyant clairement l'action de l'Etat et 39% de satisfaits) et les transports (58% voyant clairement l'action de l'Etat et 35% de satisfaits), ce dernier thème montrant cependant une très forte disparité selon les zones (19% de satisfaits en zone rurale contre 54% en métropole régionale) - .
- Le mécontentement l'emporte en revanche sur l'accès aux soins puis l'accès au service public (34% et 31% de mécontents respectivement), et s'exprime fortement concernant la sécurité, l'éducation et l'enseignement supérieur (28% de mécontents).
- Les domaines où l'action de l'Etat est la plus floue sont le soutien à l'activité économique, l'accès au logement et le soutien à l'emploi, avec respectivement 57, 54 et 53% de Normands déclarant « mal voir » ce que fait l'Etat dans ces domaines.

Au global, dans l'ensemble des 17 domaines, la proportion de Normands satisfaits de l'action de l'Etat est au mieux égale à la moyenne française, ou en dessous pour 5 d'entre eux.

Notons, cependant, que les Normands déclarent avoir bénéficié des différents dispositifs financés par l'Etat dans les mêmes proportions que l'ensemble des Français (les trois premiers étant la prime d'activité (32%), le Pass Culture ou Sport (31%) et le chèque énergie (29%)).

A l'Etat : la responsabilité. Au département : la capacité d'écoute et d'action

Parmi les acteurs les plus susceptibles de contribuer à « l'amélioration » de la situation sur les priorités de la région, deux réponses s'imposent, qui traduisent bien la manière dont les Normands considèrent l'action publique.

Ainsi, l'Etat est invoqué en première position, avant la région et le département (à 28%, contre 17 et 20%). Cependant, lorsque l'on cumule les mentions en premier, en deuxième, en troisième, l'ordre des réponses s'inverse. C'est alors le département qui devient l'acteur le plus attendu, cumulant 70% des citations, alors que l'Etat en totalise 49%.

Les entretiens réalisés suggèrent une interprétation : c'est à l'Etat qu'est imputée la responsabilité d'agir sur un certain nombre de thèmes, mais c'est bien au département qu'on prête la capacité d'écoute et d'action tangible.

L'action perçue – et vécue comme positive – de l'Etat se concentre sur l'installation des grandes infrastructures : la fibre, les installations d'infrastructures en faveur de la transition écologique (bornes de recharge électriques, panneaux solaires, éoliens, pistes cyclables...). « Ils ont mis plein de pistes de vélos partout, c'est plutôt bien je trouve, pour nous mais aussi pour le tourisme » (F. 36 ans, commerce, Coulonges)

Mais cela ne semble pas suffire à faire reculer le sentiment d'un retrait de l'action publique, retrait imputé à l'entité la plus puissante et, finalement, la moins connue : l'Etat. Le discours médiatique national a sa part dans cette perception. « L'Etat ? c'est les économies ! Sur la santé par exemple. » (F. 35 ans, Médical,

Bazoche). Une fonctionnaire rouennaise renchérit : « *J'ai l'impression que tous les services de l'État se réduisent, que la réduction elle est partout, l'Etat veut faire des économies.* ». (F. 68 ans fonctionnaire, Rouen)

A l'État, donc, les décisions perçues comme rendant la vie plus difficile : « *En septembre 2017, notre école a fermé, avec 70 enfants. Ils nous l'ont déplacée. Mais, résultat, la boulangerie d'ici a fermé. Est-ce qu'il y a une école, une boulangerie ? C'est la première question que les familles qui veulent s'installer nous posent. Alors elles vont ailleurs, et il reste les anciens pour lesquels on n'a pas assez de structures...* » (F. 59 ans, fonctionnaire, Le Pin La Garenne).

Dans les témoignages, le sentiment de subir des lois qui compliquent l'existence s'exprime : « *On attend le passage des lois, une loi qui passe et l'activité s'en trouve modifiée il y a plein de choses qui évoluent régulièrement, les normes... la fiscalité. Par exemple la hausse de la TVA sur les micro entrepreneurs, c'est dur : ici on en a plein ... Ou encore imposer des normes de DPE que les gens ne peuvent pas financer, ça veut dire qu'ils sont obligés de vendre à perte, et de s'en aller...* » (H. 43 ans, restaurateur, Rouen)

A l'inverse, et comme ailleurs, l'action publique positive est associée aux acteurs de proximité, qui sont ceux « *qui nous connaissent, qui connaissent le territoire, à qui on peut parler directement, pour expliquer, pour trouver des solutions qui nous vont* » (F. 68 ans, Fonctionnaire, Rouen). Presque à l'égal de la mairie, le département est ainsi évoqué positivement par plusieurs témoins : « *Je pense que le département c'est un peu le moteur de tout ce dont on aurait besoin au quotidien. Les aides elles émanent presque toutes de là. Il y a un travail, un réel travail. Il y a des réels échanges* » (F. 30 ans, Médical, Evreux).

L'action de la mairie et/ou du département se voit et se comprend davantage, elle améliore parfois concrètement le quotidien : « *Le département, ils ont mis en place un Mammobile, pour les mammographies itinérantes* » (F. 35 ans, Médical, Bazoche). Et, ce, quelle que soit la taille de l'agglomération : « *Les transports en commun gratuits le samedi à Rouen, c'est une super initiative* ». (F. 24 ans, Transport, Rouen).

L'acteur le moins clairement identifié dans sa responsabilité est la Région : « *La région, je ne sais pas trop... la santé avec les ARS je crois, mais ça c'est l'Etat aussi, non ? Peut-être les transports ? ou alors c'est les formations, je crois, l'aide à la reconversion...* » (F. 45 ans, Education, Evreux). La Région apparaît ainsi comme l'échelon intermédiaire qui fait moins immédiatement sens, dont les domaines de compétences et les moyens semblent mal identifiés.

Dans les zones rurales, une ré-alliance locale se développe.

Les habitants des zones rurales, jugées moins dynamiques, se considèrent aussi plus délaissés : 82% sont en désaccord avec le fait que leur territoire bénéficie d'un soutien ou d'une attention particulière de l'Etat, soit 10pts de plus que la moyenne régionale. Toutefois, un certain bien-vivre s'y exprime : les habitants de ces zones les ont choisies pour leur qualité de vie, (23% contre 13% en moyenne régionale).

Et, cause ou conséquence, c'est dans ces zones rurales que naît et se déploie le plus fortement un état d'esprit micro-communautaire qui pointe dans les autres géographies mais de manière plus discrète. Telle qu'ils la décrivent, leur situation est pourtant délicate. Le constat de manque y est fréquent : manque d'accès aux soins, de petits commerces, parfois d'école. Mais la petite échelle semble aussi y favoriser une créativité culturelle et des initiatives de solidarité

Dans les villages, cela vient en relais de l'action publique, et des solutions au souci du quotidien sont « *bricolées* » par les habitants : « *On a perdu notre boulangerie avec le déplacement de l'école, mais dans ce qu'on appelle la maréchalerie, on est en train de faire faire des travaux pour ouvrir un dépôt de pain, une épicerie et le mercredi après-midi, on a mis en place un marché hebdomadaire. Ça crée un lieu de vie, un tiers lieu comme on dit maintenant* ». (F. 59 ans, Fonctionnaire, Le Pin la Garenne)

En dessous de 1000 habitants, « on » fait soi-même si nécessaire. « *Le Médicobus ça a été mis en place par un médecin qui part en retraite, là, de Mortagne, qui fait le tour de la plusieurs communes. Et il y a donc un*

généraliste et puis une secrétaire qui sont dans ce Médicobus, c'est-à-dire un camion, et qui permet de recevoir la population au moins une fois par semaine, quoi » (F. 35 ans, Médical, Bazoches).

Le carburant de cette résilience et de ces initiatives, c'est le désir de préserver le lien social, capital essentiel et chéri de la vie dans « nos petits bleds ». La convivialité y est précieuse et nous est souvent citée comme un marqueur clé de qualité de vie, voire une source de fierté : « Au village, on une association qui s'appelle les jardins de simples c'est tout ce qui concerne les herbes aromatiques, les herbes médicinales. C'est un tiers lieu associatif, ça fédère » (F. 36 ans, Commerce, Coulonges). Et la recette se propage dans des cités de plus grande envergure : « Evreux, c'est une ville qui propose quand même beaucoup de choses sur le plan sportif et culturel. Vous avez beaucoup d'associations dans tous les domaines sportifs, mon mari il a monté une association de boxe par exemple, il se bat pour ça même sans subventions ». (F. 45 ans, Education, Evreux)

Ce schéma où « l'action des publics » vient compléter l'action publique s'exprime fortement en Normandie, mais a été observé à différents niveaux d'intensité dans de nombreuses autres régions. Il dit la capacité de résilience d'une population déterminée à maintenir un bien-vivre local, malgré les inquiétudes et les tensions.

V. Demain : refonder les équilibres du mieux-vivre normand

En Normandie, l'attachement à la terre et au cadre de vie génère une détermination palpable à trouver des solutions pour maintenir une qualité de vie que les habitants plébiscitent.

Pour autant, et comme dans d'autres régions, des macro-dynamiques négatives sont de plus en plus ressenties dans le quotidien : parmi celles-ci, la tension sur le pouvoir d'achat couplée au sentiment d'insécurité général tend à faire craindre une moindre prise sur l'adversité dans les années à venir.

La Normandie dispose de ressources très spécifiques pour relever le défi du mieux-vivre : la plasticité propre à une région traditionnellement ouverte, qui sait faire de l'autre un partenaire plutôt qu'une menace, mais aussi une capacité de rebond, de « faire avec », pour ne plus « faire sans », sans doute héritée des vicissitudes de l'Histoire régionale.

L'action publique dans les domaines de la santé, de la sécurité et des transports trouvera ici le soutien et l'écho de cette résilience Normande.

Annexe 1 : Portrait statistique synthétique

<i>Source : INSEE</i>		Normandie	France
Croissance démographique (2015-2021)	Variation annuelle (%)	-0,1	0,3
	Part due au solde naturel (%)	0	0,2
	Part due au solde migratoire (%)	-0,1	0,1
Répartition population	% moins de 24 ans	28,2	28,7
	% 25-59 ans	41,5	43,3
	% 60 ans ou +	30,2	28
	%75 ans ou +	11,4	10,7
Indice de vieillissement		93,9	86,3
PIB/habitant en €		34784	41317
Niveau de revenu médian annuel en €		22 480	23 000
Taux de chômage au 1er Trimestre 2025		7,1	7,3

Annexe 2 : Fiche méthodologique de l'enquête

Enquête quantitative :

Enquête réalisée en ligne du 15 au 27 mai 2025.

Échantillon de 845 personnes résidant en Normandie et âgées de 15 ans et plus.

La représentativité a été assurée pour chaque région par la méthode des quotas. Chacun des sous-échantillons régionaux est représentatif des habitants de la région en termes de sexe, d'âge, de catégorie socio-professionnelle et de département.

Ethnographie de terrain :

10 entretiens ont été réalisés auprès de personnes « témoins » de la vie dans la région. Les profils recrutés et rencontrés étaient diversifiés du point de vue du genre, de l'âge, de la fonction, de la taille de commune et du département de résidence.